

eu recours à un régime juridique d'exception tel que l'état d'urgence. En revanche, la France s'illustre négativement, en étant l'un des seuls pays du Conseil de l'Europe qui dérogent, avec l'Ukraine et la Turquie, à l'application de la Convention européenne des droits de l'Homme.

Nous rejoignons enfin la déclaration de monsieur le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, faite le 19 mai 2017, selon laquelle « *à un moment donné, il faudra sortir de l'état d'urgence* ». Nous pensons que ce moment est venu. Nous invitons donc le gouvernement à ne pas soumettre au Parle-

ment de projet de loi pour proroger une sixième fois l'état d'urgence. Nous nous tenons à votre disposition pour nous entretenir de ce sujet avec vous, ou avec vos proches collaborateurs. Veuillez agréer, monsieur le Président, notre très haute considération. ●

Appel à un changement radical de politique migratoire en France

Le ministre de l'Intérieur a fait connaître ses premières intentions en matière de politique migratoire, et nous déplorons qu'il y manque l'engagement impératif de mettre un terme aux violences policières à l'encontre des migrants et réfugiés. De même, aucun mot n'a été prononcé pour annoncer la fin de l'intimidation à l'égard de citoyens ou associations qui, sur le terrain, s'efforcent d'assurer accueil et solidarité à leur égard. Deux priorités qu'il faut d'urgence mettre en œuvre au regard des situations qui prévalent à Paris, de nouveau à Calais, à la frontière franco-italienne, mais aussi ailleurs, en France.

Pourtant, la situation actuelle le démontre implacablement : la gestion répressive des migrations internationales et le non-respect du droit d'asile qui prévalent dans la plupart des pays d'Europe, et en France en particulier, sont un échec effroyable. Tout d'abord parce que les guerres, les violations des droits humains, l'aggravation des inégalités et les catastrophes climatiques jettent un nombre incompréhensible de personnes sur les routes de l'exil, et aucune police au monde ne pourra jamais empêcher des jeunes de chercher à se construire un avenir, ou des familles de vouloir protéger leurs enfants. Ensuite parce que « *tarir les flux d'arrivées* », selon les

De nombreuses organisations, dont la LDH*, demandent au président de la République et au Premier ministre l'organisation d'une conférence nationale d'urgence pour qu'émergent des politiques alternatives d'accueil.

Le 15 juin 2017

* Voir la liste des signataires sur www.ldh-france.org/appel-changement-radical-politique-migratoire-en-france/.

mots mêmes du ministre, relève de l'illusion et du mensonge, que nous payons au prix fort : des milliers de vies perdues chaque année en Méditerranée ou sur les autoroutes d'Europe, des centaines de millions d'euros gaspillés tous les ans, d'insupportables souffrances humaines, mais aussi des territoires sous tension, des bénévoles et des citoyens choqués et épuisés... De tels choix politiques fracturent nos territoires, dressent les hommes et femmes les uns contre les autres et nourrissent le rejet de l'autre et le repli sur soi.

Nous, membres d'associations nationales, collectifs de migrants ou citoyens réunis dans des initiatives locales de solidarité avec eux, composons une grande partie de la « société civile » organisée, qui, tous les jours, sillonne le terrain pour pallier les manquements, l'aveuglement et l'inhumanité des politiques publiques. Nous avons vu des dizaines de milliers de personnes, ces derniers mois, s'engager, dans leurs quartiers ou dans leurs villages, pour témoigner de l'humanité la plus élémentaire : offrir réconfort et dignité à des personnes accablées par des parcours de souffrance et de danger, voyant leurs droits fondamentaux tout simplement niés par les autorités de l'Etat.

Face à ce qui constitue un véritable « état d'urgence », nous

appelons les responsables politiques et administratifs à poser les vraies questions : notre conception de la justice admet-elle que des militants de solidarité soient harcelés et jugés comme délinquants, ou que des distributions alimentaires soient interdites par arrêté municipal ? Les droits fondamentaux que nous aspirons à voir respectés à travers le monde sont-ils compatibles avec la détention de milliers de personnes qui ont pour seul tort d'avoir cherché à survivre et bâtir un avenir meilleur ?

Nous qui construisons chaque jour une France solidaire et accueillante, nous appelons donc le président de la République et le Premier ministre à convoquer d'urgence une conférence impliquant tous les acteurs, afin qu'émergent des politiques alternatives d'accueil et d'accès aux droits empreintes de solidarité et d'humanité. ●